

DANS CE NUMÉRO...

L'AUSTÉRITÉ EST FINIE,
VRAIMENT? P. 2

PAR ANDRÉE NORMANDEAU

RÉFLEXION SUR LE REVENU
MINIMUM GARANTI P. 3

PAR SERGE PETITCLERC

SE SÉPARER AU BAS DE
L'ÉCHELLE SOCIALE P. 5

PAR ÉMILIE BILAND ET HÉLÈNE ZIMMERMANN

LE MEILLEUR INTÉRÊT DE
L'ENFANT DANS LES CONFLITS
DE GARDE P. 7

PAR ÉLISABETH GODBOUT

LA MOBILITÉ DES FAMILLES
MONOPARENTALES P. 9

PAR MARCO ANTONIO LOPEZ CASTRO

Équipe du Bulletin

Lorraine Desjardins
Laurence Lagouarde
Sylvie Lévesque

Mise en page

David Bombardier

Collaborations

Andrée Normandeau
FAFMRQ

Serge Petitclerc
Collectif pour un Qué-
bec sans pauvreté

Émilie Biland
Université Rennes 2 et
Université Laval

Hélène Zimmermann
Université Laval

Élisabeth Godbout
Université Laval

Marco Antonio
Lopez Castro
Université Laval



Fédération des associations
de familles monoparentales et recomposées du Québec

584, Guizot Est,
Montréal (QC) H2P 1N3
Tél. : (514) 729-MONO (6666)
Télec. : (514) 729-6746

Site Internet
www.fafmrq.org
Courriel
fafmrq.info@videotron.ca

L'AUSTÉRITÉ
EST FINIE...
VRAIMENT?

Par Andrée Normandeau | PRÉSIDENTE



Le 13 novembre dernier, à la sortie du conseil général du PLQ, le Premier ministre Couillard annonçait que la priorité de son gouvernement serait désormais de lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales... Pourtant, à peine quelques jours plus tôt, l'Assemblée nationale adoptait une réforme de l'aide sociale qui aura pour effet couper dans des prestations qui sont déjà tellement insuffisantes, qu'elles ne couvrent même pas la moitié des besoins essentiels! C'est vraiment ce qu'on appelle « parler des deux côtés de la bouche »! Fin octobre, c'était le ministre des Finances qui nous annonçait, en grandes pompes, la fin de l'austérité! Pour moi qui travaille en éducation spécialisée, j'ai bien vu passer les annonces de réinvestissements en éducation, mais je ne peux m'empêcher de douter que ça suffira pour effacer les dégâts déjà causés par des années de coupures... J'ai déjà travaillé dans une classe de 20 élèves où 12 d'entre eux avaient un plan d'intervention. En dépit des besoins criants, on continue à me donner des heures de présence en classe au compte-gouttes! Comment, dans de telles conditions, espérer que des enseignant(e)s, aussi dévoué(e)s soient-ils/elles, puissent répondre aux besoins des élèves qui leurs sont confiés?

Dans ce numéro du *Bulletin de liaison*, nous vous proposons encore une belle brochette de sujets. D'abord, Serge Petitclerc, du Collectif pour un Québec sans pauvreté, nous soumet quelques balises pour nous faire une tête sur le revenu minimum garanti. Comme c'est dans les cartons du Parti libéral de sortir une proposition dans ce sens, mieux vaut être prêt(e)s à réagir... Aussi, dans leur article intitulé « Se séparer

au bas de l'échelle sociale », Émilie Biland et Hélène Zimmermann (affiliées notamment à l'Université Laval) nous présentent les résultats d'une recherche sur l'accès à la justice pour les personnes à faible revenu. Dans les mêmes eaux, l'article d'Élisabeth Godbout aborde le point de vue des experts lorsqu'il est question de respecter le meilleur intérêt de l'enfant dont la garde est contestée. Finalement, Marco Antonio Lopez Castro, de l'Université Laval, nous parlent de la mobilité des membres des familles monoparentales de la région de Québec. Comme on s'en doute, c'est pas toujours facile de se déplacer quand on est un parent seul et qu'on n'a pas beaucoup de ressources...

L'austérité est peut-être finie pour le ministre des Finances, mais les conséquences qu'elle a engendrées ne font que commencer! Alors que l'éducation primaire et secondaire est censée être gratuite, des milliers de familles dépendent encore d'organisations caritatives pour payer les fournitures scolaires de leurs enfants. Alors qu'on se vante de vouloir mettre fin aux inégalités sociales, des centaines d'enfants sont encore nourris par le Club des petits déjeuners. Mais en dépit de toutes les raisons qu'on pourrait avoir de baisser les bras, des milliers d'organismes (dont les associations de familles monoparentales et recomposées) continuent à travailler, au quotidien, pour améliorer les conditions de vie des personnes et des familles. Nous étions dans la rue récemment, pour réclamer un meilleur financement pour nos groupes communautaires, et nous serons dans la rue encore, tant qu'il restera des luttes à mener!